

Philippe Juvin

Notre impréparation face à la crise sanitaire s'explique par l'affaiblissement de la culture scientifique des élites

Le médecin et maire Les Républicains de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine) estime que la première étape d'un réarmement intellectuel et industriel français passe par une réintroduction de la culture scientifique auprès de nos dirigeants

Quel est le point commun entre le déclassement scientifique et industriel de la France, la déroute de l'administration dans la gestion de la crise sanitaire et l'appauvrissement du débat dans la sphère publique? A des degrés différents, tous sont les conséquences de l'affaiblissement de l'enseignement et de la culture scientifiques dans notre société.

Un des effets les plus considérables de l'effondrement de la culture scientifique concerne l'élite gouvernante du pays, qu'il s'agisse des hauts fonctionnaires ou des hommes politiques, souvent les mêmes d'ailleurs. Les polytechniciens, seuls hauts fonctionnaires sensibilisés aux sciences et techniques, ont quasiment disparu des postes-clés de l'Etat au profit des énarques, dont la culture est naturellement administrative. Moins d'un quart des polytechniciens intègrent le service de l'Etat. Le pays ayant donc choisi (ou accepté) de ne plus exiger de ses grands serveurs une culture scientifique, il ne faut pas s'étonner que ceux-ci n'en comprennent pas les grands enjeux.

Ainsi, même si les causes en sont évidemment complexes, comment ne pas s'interroger sur la relation entre cet affaiblissement de la culture scientifique des élites et notre impréparation face à la crise sanitaire? Ou avec notre décrochage en matière d'innovation et de recherche? Le triste sort réservé à [la biotech française] Valneva est malheureusement révélateur. Ni les ministères concernés ni l'ANSM (Agence nationale de sécurité du mé-

dicament et des produits de santé), pourtant informés très tôt, n'ont pris au sérieux les résultats prometteurs du candidat vaccin de cette société nantaise, ne faisant que conditionner d'éventuelles aides à la constitution d'un énorme dossier administratif. Au même moment, les Britanniques et les Américains, agiles et baignés d'esprit scientifique, lui disaient banco. Résultat: l'usine se monte en Ecosse. A l'image de nos chercheurs qu'on laisse fuir à l'étranger et nourrir nos propres concurrents...

La France ne doute jamais d'elle-même

Cette inculture scientifique des élites a des effets encore plus profonds dans la conduite des affaires de l'Etat. Prenons l'exemple de l'évaluation des politiques publiques. Alors que la France décroche dans tous les classements internationaux, on continue à scander, sans jamais argumenter, que nous avons «le meilleur système de santé», «le meilleur système éducatif», «la meilleure protection sociale», «les retraites les plus protégées»... Si nos élites avaient été formées à la démarche scientifique, elles analyseraient, compareraient et concluraient naturellement à la nécessité de nous inspirer d'expériences qui fonctionnent ailleurs. Ce que nous ne faisons quasiment jamais.

Pourquoi la France a-t-elle raté les deux grands virages scientifiques de l'épidémie que sont les vaccins à ARN messenger et le séquençage? Peut-être parce qu'elle est dépourvue de cette qualité éminemment scientifique qu'est

le doute: l'absolue certitude que son industrie du vaccin était la meilleure l'a empêchée de réfléchir à d'autres voies. Aussi en 2017, alors que plusieurs pays s'associaient pour faire le pari de la nouvelle technique d'ARN messenger, la France ne saisissait pas l'enjeu de rupture et s'excluait de la démarche. A cet instant précis, nous avons perdu le match des vaccins. La France ne voit pas loin parce que, au fond, elle ne doute jamais d'elle-même.

Disparition de la dispute intellectuelle

Mais la disparition des sciences dans l'espace public a des effets plus larges encore, qui irriguent toute la vie démocratique. Apprendre les sciences, c'est d'abord apprendre à penser. La science forme l'esprit critique. Mes hypothèses sont-elles bonnes? Sont-elles les seules? Quels arguments contraires? Ai-je vraiment raison? L'esprit scientifique progresse par interrogations, compare, doute, écoute avant de conclure. Il aide à penser contre son propre cerveau. Or comment ne pas être frappé par la concomitance de la disparition des sciences et de la dégradation du débat d'idées dans la sphère démocratique?

La France était traditionnellement le pays de la conversation. On y était d'accord pour être

en désaccord, on y doutait comme le scientifique face à l'expérience qui contredit ses hypothèses. Or, sur les réseaux sociaux ou les chaînes en continu, il est interdit de douter. On se claquemure dans ses certitudes, on ne parle qu'à son propre clan. La complexité devient une faiblesse dans les médias qui exigent brièveté et immédiateté. L'important n'est plus de convaincre ou de se laisser convaincre, mais de tuer l'adversaire. En cela, il y a un lien profond entre l'effondrement de l'enseignement des sciences et la disparition de la dispute intellectuelle, la violence des réseaux sociaux et la fragmentation de la société en tribus qui ne se parlent que pour s'excommunier. L'effacement des sciences est bien un désarmement intellectuel global.

Réinjecter de la science dans la sphère publique n'est pas une affaire de moyens. C'est d'abord une affaire de contenu, et une ambition à assumer. A l'école, mieux former les enseignants, les ouvrir à des pédagogies de l'expérience, leur faire confiance, les laisser libres et les aider à échanger, stimuler la curiosité de l'enfant, lui apprendre à douter, accorder plus d'heures aux sciences. Côté administration, former nos futurs cadres aux enjeux scientifiques et favoriser les parcours issus du monde scientifique et technique. Dans la sphère publique et politique, assumer une parole capable de reconnaître erreurs et ignorances. En formant les futurs citoyens à la démarche scientifique, on réarme intellectuellement les Français face à la complexité du monde. La Révolution française avait débuté avec l'Encyclopédie. ■

LA DISPARITION DES SCIENCES DANS L'ESPACE PUBLIC A DE LARGES EFFETS, QUI IRRIGENT TOUTE LA VIE DÉMOCRATIQUE

Philippe Juvin est chef des urgences de l'hôpital européen Georges-Pompidou et maire (LR) de La Garenne-Colombes (Hauts-de-Seine)

Angèle Malâtre-Lansac Face à l'augmentation de la souffrance psychique, deux réformes sont à mener d'urgence

Pour la spécialiste de la santé, il est nécessaire de donner aux médecins généralistes les moyens de prendre correctement en charge les troubles psychiatriques et de reconnaître les psychologues comme des professionnels de santé avec un remboursement de leurs soins

Les conséquences dramatiques de la crise sanitaire sur la santé mentale des Français n'auront échappé à personne. Près de la moitié des 20-24 ans souffrent de troubles anxieux, les troubles dépressifs ont doublé depuis septembre 2020 et la consommation de psychotropes explose. Incertitudes, précarité économique, deuils, isolement social constituent autant de terreaux fertiles à l'augmentation de la souffrance psychique.

Face à cet enjeu majeur de santé publique, qui risque de s'inscrire dans la durée, l'offre de soins en psychiatrie est sinistrée. En effet, malgré l'importance des moyens consacrés chaque année par l'Assurance-maladie à la psychiatrie (23,2 milliards d'euros, loin devant les maladies cardio-vasculaires ou le cancer), l'accès aux soins reste très faible et la moitié des personnes souffrant de troubles psychiatriques ne reçoivent aucun soin.

Faute d'une réflexion de fond sur le sujet et en l'absence d'une certaine forme de radicalité dans les décisions prises, la situation

de crise profonde dans laquelle se trouve la psychiatrie risque de s'enliser, au détriment des patients comme des professionnels de santé, actuellement asphyxiés par une demande croissante à laquelle ils ne peuvent répondre.

Des soins collaboratifs

Aujourd'hui, la psychiatrie, trop souvent isolée du reste du système de soins, est débordée. Dans de nombreux pays, une approche dite «graduée» a permis d'augmenter très largement l'accès aux soins et d'assurer des repêrages bien plus précoces. Cette approche suppose d'investir massivement dans la première ligne et notamment en médecine générale, où se font plus de 60 % des premières consultations pour troubles mentaux.

Il est urgent de donner aux médecins généralistes les moyens de prendre correctement en charge les troubles les plus fréquents que sont les dépressions et les troubles anxieux, qui touchent chaque année près de 20 % de la population. Pour réaliser ce virage, il faut leur permettre d'avoir

à leurs côtés des infirmiers qui les aident au quotidien dans leur prise en charge des personnes en souffrance psychique. Cette organisation, appelée soins collaboratifs, a fait ses preuves dans de nombreux pays.

Les médecins généralistes, appuyés dans leur pratique par ces infirmiers, doivent également pouvoir prescrire à leurs patients des psychothérapies lorsque celles-ci sont nécessaires. Or, aujourd'hui, les psychologues ne sont pas reconnus comme des professionnels de santé et leurs soins ne sont pas remboursés, contrairement à ce qui se fait dans la plupart des pays voisins.

Une expérimentation menée par l'Assurance-maladie dans quatre départements depuis trois ans a montré l'intérêt d'un tel dispositif, dont la généralisation coûterait, selon la Cour des comptes, 85 millions d'euros par an: une somme à mettre en regard des souffrances engendrées par la non prise en charge, de l'engorgement des services spécialisés et des 23,2 milliards d'euros investis chaque année sur la psychiatrie. Le remboursement des

psychologues de ville, qui vient d'être annoncé pour les enfants dans le cadre de la crise sanitaire, doit également s'étendre aux psychologues pour adultes.

Une offre graduée

Une telle réforme implique d'ouvrir deux chantiers politiques ambitieux. Premièrement, la mise en place d'un cadre formel et d'un conventionnement avec l'Assurance-maladie pour permettre l'intégration des psychologues dans de véritables parcours de soins coordonnés: prescrits par les médecins traitants, en lien avec les psychiatres dont l'expertise est essentielle. Ensuite, prendre en charge les psychologues n'aura de sens que si l'on entreprend la nécessaire réforme de leurs formations, très hétérogènes, à tout le moins d'une labellisation des diplômes et des lieux de stage pour assurer la qualité des soins dispensés.

La situation actuelle constitue une occasion nouvelle de prendre en main le sujet et de porter une vision ambitieuse, s'appuyant sur la science et les meilleures pratiques internatio-

nales. Cette mise en place d'une offre graduée représente un changement important mais pas hors de portée. Elle est toutefois rendue très difficile par un système de gouvernance éclaté ainsi que par des querelles corporatistes qui minent toute volonté de réforme.

Pour permettre d'avancer réellement et de porter sur le long terme les réformes stratégiques dont la psychiatrie a tant besoin, un opérateur unique inspiré de l'Institut national du cancer (Inca) pourrait être mis en place: il serait le fer de lance de la vision globale et garantirait la mise en œuvre et l'évaluation des grands axes stratégiques: prévention et information, gradation de l'offre, qualité des soins, recherche. ■

Angèle Malâtre-Lansac est directrice déléguée à la santé à l'Institut Montaigne, autrice du rapport «Santé mentale: faire face à la crise» (décembre 2020).

LES DÉPRESSIONS ET LES TROUBLES ANXIEUX TOUCHENT CHAQUE ANNÉE PRÈS DE 20% DE LA POPULATION